

Steve Jermy : fin de la primauté militaire américaine, repenser la stratégie

Le commodore de la Royal Navy Steve Jermy a commandé des navires de guerre au sein du 5e escadron de destroyers et de l'aéronavale britannique. Il a servi durant la guerre des Malouines ainsi que dans l'Adriatique lors des campagnes de Bosnie et du Kosovo. Il a ensuite pris sa retraite après avoir occupé, en 2007, le poste de directeur de la stratégie à l'ambassade britannique en Afghanistan. Il est l'auteur du livre : « Strategy for Action: Using Force Wisely in the 21st Century ». Substack de Steve Jermy : <https://stevejermy.substack.com/> Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui le commodore Steve Jeremy, de la Royal Navy, ancien directeur de la stratégie à l'ambassade britannique en Afghanistan. Il a également commandé des navires de guerre au sein du cinquième escadron de destroyers et de l'aéronautique navale britannique. Il publie aussi des articles sur Substack, avec d'excellentes analyses, même si elles ne correspondent pas toujours aux récits approuvés par l'État. J'ai mis un lien dans la description. Merci d'être avec nous, et merci aussi pour vos excellents articles. Ils sont toujours fascinants à lire.

#Steve Jermy

Oui, c'est un plaisir de revenir, Glenn. Comme on vient de le dire, j'espère être en Norvège en novembre, pour une conférence de la CPAC. Peut-être qu'on aura l'occasion de se revoir. Mais oui, je pense que l'article qui m'a poussé à vous contacter, ou qui nous a amenés à échanger, portait sur l'équilibre des pouvoirs. Et je trouve le sujet assez intéressant parce que, comme vous l'avez immédiatement souligné, on commence à entrer sur le terrain de Mackinder. Pour certains de vos auditeurs et téléspectateurs, il s'agira des véritables origines de la géopolitique, de l'Île-Monde, et de choses comme ça. Ce sera passionnant à discuter.

#Glenn

Oui, alors, on peut passer directement à ça. Je voudrais vous demander comment vous concevez l'équilibre des puissances, et quels sont les principaux facteurs ou paramètres à prendre en compte pour l'évaluer. Et ensuite, ça ne me dérangerait pas de revenir sur Mackinder, parce que je pense que ces idées façonnent en quelque sorte la pensée géopolitique moderne.

#Steve Jermy

Oui, j'y réfléchissais depuis de nombreuses années, Glenn, et j'en ai parlé dans « La Stratégie pour l'action ». Dans ce livre, j'ai en quelque sorte évoqué la différence entre l'équilibre des pouvoirs et l'équilibre des passions. Je reviendrai sur l'équilibre des passions. Mais j'ai compris qu'il fallait approfondir l'analyse de l'équilibre des pouvoirs. Pour moi, le point de départ, c'était bien sûr les travaux de John Mearsheimer. John dit que la puissance potentielle dépend à la fois de la richesse et de la taille de la population. Donc, plus la population est grande, plus on a de chances d'être fort. Et plus on est riche, plus on a de chances d'être fort.

J'avais, en quelque sorte, réduit cela à deux facteurs principaux, lorsque j'ai écrit là-dessus pour la première fois, il y a environ quinze mois. Mais plus j'y ai réfléchi, plus j'ai compris que je devais mettre cet article à jour. Et je pense qu'il y a trois facteurs fondamentaux. Le premier, c'est la production industrielle. Le deuxième, c'est l'énergie. Et le troisième, c'est la capacité à penser et à agir de manière stratégique. Si l'on examine ces éléments, je pense que les gens partent souvent du principe qu'un pays est puissant parce qu'il a un produit intérieur brut élevé. Or, je pense que c'est manifestement faux. Le problème avec le produit intérieur brut, c'est que c'est un chiffre très global, qui inclut le secteur des services, le logement, la finance, et ainsi de suite.

Et quand on regarde, par exemple, l'économie russe, je crois qu'environ trente pour cent du produit intérieur brut russe vient de la production industrielle. Alors que cette part est bien, bien plus faible dans les économies britannique et française. Et bien sûr, en temps de guerre, la production industrielle compte. Parce qu'on ne peut pas fabriquer autant de chars qu'on veut et les lancer contre l'ennemi. Ni autant de chars d'assaut, et les lancer contre l'ennemi. Ça ne fera pas une grande différence. En revanche, s'agissant des obus de cent cinquante-cinq millimètres, là, ça fait une différence. Et ce que nous savons, c'est que la Russie produit davantage d'obus de cent cinquante-cinq millimètres que l'ensemble de l'Occident.

Et, bien sûr, ce que nous avons là, ce sont des économies occidentales qui sont, pour l'essentiel, financiarisées. C'est la distinction que fait Michael Hudson entre le capitalisme industriel et le capitalisme financier. Donc, vous savez, nous sommes aujourd'hui dans une situation où nous ne parvenons pas à produire suffisamment d'équipements pour soutenir les Ukrainiens dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Et les Américains rencontrent aussi des problèmes importants dans la guerre contre l'Iran. C'est le premier des facteurs fondamentaux. Et je pense que c'est évident. Mais cela ne semble pas évident pour nos dirigeants. Le deuxième, c'est l'énergie. Et là encore, cela devrait être évident.

Mais le fait est que, si vous ne disposez pas de sources d'énergie fiables, vous allez avoir du mal à maintenir votre production industrielle. C'est ce que constatent les Allemands, qui se désindustrialisent en se privant du gaz naturel russe bon marché. Et puis, on ne peut pas mener des opérations sans des quantités importantes d'énergie. La guerre et les opérations militaires sont extrêmement gourmandes en énergie. Je l'ai indiqué dans l'article : quand j'étais en Afghanistan, moi-même, pourtant avec une certaine expérience opérationnelle, j'ai été choqué de découvrir que, pour acheminer un litre de diesel jusqu'à la ligne de front, dans certaines provinces où étaient déployées les troupes britanniques et de l'OTAN, il en fallait quatre cents litres. Quatre cents litres. Cela donne une idée du coût de l'énergie en temps de guerre.

Je me souviens que, pendant la guerre des Malouines, nous ravitaillions les navires environ tous les trois jours. Plus tard, j'ai commandé une frégate de type vingt-trois, puis une frégate de type vingt-et-un. En opération, nous accostions pour prendre du carburant, là encore, à peu près tous les trois jours. Cela représentait deux cents tonnes de carburant, deux cents tonnes de diesel. Je ne sais pas à combien cela correspond en litres, mais c'est énorme. La guerre et les opérations sont donc extrêmement gourmandes en énergie. Tout comme, d'ailleurs, la capacité industrielle nécessaire pour les soutenir. Il y a une très belle citation de l'amiral Yamamoto. Avant la Seconde Guerre mondiale, il disait que quiconque avait vu les champs pétrolifères du Texas et les usines automobiles de l'Ohio savait que les Japonais ne pourraient jamais gagner une longue guerre contre les États-Unis. Et c'est effectivement ce qui s'est passé.

Ce qui m'avait échappé, cependant, parmi ces facteurs fondamentaux, c'est quelque chose auquel j'aurais dû penser : la capacité à penser et à agir de manière stratégique. Car vous pouvez être le pays le plus puissant du monde, mais si les personnes qui dirigent le pays sont incompetentes, alors vous êtes en difficulté. Et pour moi, il est évident que nous manquons aujourd'hui de compétences, de cette capacité à penser et à agir stratégiquement. J'en arrive donc à ma conclusion : un bilan de défaites, si vous voulez, pour l'Occident et l'OTAN, en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie ; des défaites à venir en Ukraine et en Iran. Et je pense que c'est la preuve incontestable que nous manquons de personnes capables de réellement penser et agir de manière stratégique.

Je pense que si nous avions vraiment réfléchi à toutes ces guerres, en profondeur, avec une méthode structurée — comme celle que nous utilisons assurément dans d'autres domaines de l'armée — nous ne nous serions probablement engagés dans aucune d'entre elles. Parce que nous aurions sans doute identifié les problèmes. Voilà donc les facteurs fondamentaux. Ce qui m'a aussi frappé, et je pense que c'est tout aussi profond, c'est que la puissance militaire est conditionnée par la géopolitique. En termes très simples, si vous avez une marine, elle ne vous est pas d'une grande utilité dans des opérations terrestres, et inversement. Mais c'est devenu bien plus important, parce que ce que nous voyons aujourd'hui, en Ukraine et dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, c'est que l'Occident est incapable de se défendre contre des bombardements stratégiques soutenus, menés au moyen d'une combinaison de drones et de missiles, qu'il s'agisse de missiles hypersoniques ou de missiles balistiques conventionnels.

Et cela ne fait aucun doute, je pense. Les travaux de personnes comme Ted Postol ont montré qu'il existe des raisons technologiques pour lesquelles nous sommes incapables de nous défendre. Mais je pense qu'il y a aussi d'autres raisons. J'ai écrit à ce sujet dans « Les principes de la défense aérienne ». Le problème, c'est que nos systèmes et la structure de nos forces ne sont pas conçus pour nous permettre d'opérer réellement de cette manière. Et cela signifie que, si vous ne pouvez pas obtenir la supériorité aérienne — c'est-à-dire la capacité d'utiliser l'espace aérien tout en privant vos adversaires —, alors vous ne pouvez probablement pas non plus obtenir le contrôle des mers. C'est le même principe, mais appliqué à la mer : la capacité d'utiliser la mer et d'en empêcher l'usage par les autres.

Il suffit de regarder la situation en Iran. En Iran, on a vu les États-Unis être repoussés toujours plus à l'ouest. Et même maintenant, je crois que les bases en Jordanie ont été endommagées. Je ne me souviens plus du nombre de F seize qui ont été endommagés. Et je crois qu'un A dix Intruder a aussi été endommagé. Donc, ces avions ne sont pas en sécurité sur ces sites. Par conséquent, la puissance aérienne américaine ne peut pas être utilisée. Mais les porte-avions, eux aussi, sont repoussés plus loin. Et les navires américains également. Or, cela signifie qu'on ne peut pas vraiment déployer des forces terrestres à l'étranger, parce qu'on ne peut pas les envoyer vers des zones de mobilisation sûres.

De la même manière, vous ne pouvez pas déployer des forces amphibies à l'étranger, parce que vous ne pouvez pas les amener en toute sécurité dans la zone de débarquement sans que vos forces subissent des pertes très, très importantes. Et le dernier point, c'est la logistique. Parce que là encore, nous avons désormais des difficultés logistiques. Ou plutôt, les Américains ont des difficultés logistiques, tout comme l'OTAN. Si vous ne pouvez pas obtenir la supériorité aérienne ni le contrôle des mers, cela signifie que tout le modèle américain de projection de puissance, fondé sur une force aérienne et navale puissante, est désormais remis en question. Car il ne me paraît pas évident qu'il puisse encore être déployé. Donc, malgré le fait que les États-Unis restent une nation extrêmement puissante, nous sommes aujourd'hui dans une situation où, en réalité, je ne pense pas que les Américains puissent projeter leur puissance comme ils le faisaient auparavant.

Et cela signifie, à son tour, que la fin de l'hégémonie est bel et bien arrivée. Car, évidemment, elle repose sur la capacité à projeter sa puissance au moment et à l'endroit de son choix. Il reste aussi un dernier élément d'utilité géopolitique, Glenn : ce que j'appelle, là encore, l'équilibre des passions. Je distingue ici, d'un côté, la puissance nationale, c'est-à-dire la puissance militaire, et de l'autre, la passion politique. Et ce dont je parle vraiment, c'est des raisons pour lesquelles le Vietnam a été perdu, et pourquoi l'Afghanistan a été perdu. Dans les deux cas, tout s'est joué autour de la cause, et de la volonté d'une nation de soutenir réellement une cause particulière pour laquelle on lui demande de se battre.

Et en Afghanistan comme au Vietnam, je dirais que les forces moins avancées technologiquement, celles du Viet Cong et des talibans, ont vaincu des adversaires militairement plus puissants. La raison, c'est que les talibans, les Afghans, le Viet Cong et les Vietnamiens croyaient bien davantage à

leur cause. Ils étaient prêts à payer un prix en sang bien plus élevé que les forces occidentales déployées contre eux. Donc, si le rapport de détermination joue contre vous, l'efficacité de votre force s'en trouve réduite. Là encore, je pense qu'on le voit dans la guerre entre les États-Unis et l'Iran, où, en réalité, un niveau de pertes relativement faible...

Je veux dire, je pense qu'on compte les blessés par centaines, et les morts au combat sont un peu plus d'une douzaine. Cela reste un enjeu politique très important aux États-Unis. À tel point que, je pense, la guerre entre les États-Unis et l'Iran recueille très peu de soutien dans le pays. Donc, à cause de tous ces facteurs, Glenn, je pense que nous assistons à un profond changement dans l'équilibre des puissances à l'échelle mondiale. On passe de la capacité des États-Unis et des nations maritimes à projeter leur puissance, à des pays organisés de cette manière. Ils disposent de structures de forces comme celle de la Russie : une armée intégrée, une défense aérienne intégrée, et d'importantes forces de missiles.

Et quand je parle de forces de missiles, je parle de ces types de missiles qu'on voit souvent lors des défilés militaires à Moscou et à Pékin, de gros missiles sur véhicules lanceurs. Car, contrairement à l'Occident, les Russes, les Chinois et les Vietnamiens... pas les Vietnamiens, les Nord-Coréens et les Iraniens disposent de ces forces depuis des années. Ils ont donc au moins cinq ans d'avance sur nous aujourd'hui. Je dirais probablement plutôt dix ans. Le changement est donc déjà là. Et quoi que certains puissent penser, l'idée que le fait d'avoir les États-Unis à ses côtés signifie qu'on va forcément gagner est désormais une hypothèse très risquée. C'est une hypothèse risquée pour l'Ukraine et l'Otan, et c'est aussi une hypothèse risquée pour Israël, au Moyen-Orient.

#Glenn

Eh bien, une partie de cela semblait tout de même avoir été reconnue. Après que l'OTAN a soutenu le renversement de Ianoukovitch et déclenché tous ces conflits en Ukraine, nous avons entendu dire qu'Obama était prudent quant à une escalade. Il reconnaissait que cela se jouait juste à la frontière de la Russie, ce qui donnait à la Russie un avantage logistique, comme vous l'avez dit. Acheminer du matériel des États-Unis vers l'Ukraine... les Russes auraient toujours cet avantage. Si vous êtes tout à l'est de l'Ukraine et que votre artillerie s'épuise, vous devez tout expédier jusqu'en Pologne pour la réparer. Eux n'auraient pas ces problèmes. Donc, vous savez, il le reconnaissait. Obama reconnaissait que les Russes auraient cet avantage, mais aussi ce à quoi vous faisiez référence : cette... cette passion. Pour les Russes, c'est une menace existentielle.

Ils se battraient donc jusqu'au bout, tandis que l'Occident serait très réticent à subir des pertes importantes. C'est aussi pour ça que nous devons nous battre avec des Ukrainiens. Mais ce qu'il a laissé de côté, c'est la puissance industrielle. Je pense qu'il adhérerait au même slogan de McCain : la Russie ne serait qu'une station-service qui se fait passer pour un pays. C'était, je pense, l'hypothèse d'Obama : après deux mille quatorze, le rouble pouvait être réduit en gravats. Et comme vous le dites, on peut étendre ce raisonnement à l'Iran. Si l'on regarde la puissance militaire, Trump insiste sans cesse : où est leur marine ? Où est leur armée de l'air ? Mais c'est justement leur avantage. Ils

peuvent fabriquer des missiles et des drones bon marché. Ils n'ont pas besoin de forces aériennes ni de marine, d'ailleurs.

Je veux dire, ils l'ont, mais ce n'est pas la raison pour laquelle ils sont capables, en substance, de vaincre les États-Unis. Et encore une fois, comme les Russes, ils considèrent, à juste titre, que c'est une menace existentielle. La volonté de subir des pertes, d'encaisser la douleur et de continuer à avancer, ce n'est pas seulement l'État qui la comprend, c'est aussi la population. Comme en Russie, capituler pourrait signifier la destruction du pays. Il n'y a donc pas d'autre choix que de continuer à se battre. Je me suis tout de même interrogé sur la puissance industrielle, parce que c'est un peu ce qui nous a échappé. Je veux dire, à nous, l'Occident politique. Nous l'avions autrefois. On a l'impression que, dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, quand la mondialisation a pris son essor, nous avons opté pour cette nouvelle répartition internationale du travail. C'est à cela que se résumaient tous nos accords commerciaux.

Il nous faudra davantage de protection de la propriété intellectuelle, tant que nos industries peuvent être délocalisées. Donc, encore une fois, les États-Unis voulaient se concentrer sur la technologie, la finance, les services. C'est là que se créait tout l'argent. Et ils pouvaient délocaliser leur production industrielle, la fabrication automobile, mais aussi, d'ailleurs, la production militaire. Ce type d'industrie pouvait disparaître. L'idée a toujours été : nous allons fabriquer l'iPhone, les Chinois pourront le produire. C'est ce que signifiait la division internationale du travail. Mais aujourd'hui, bien sûr, comme je le dis, quand il s'agit de produire des choses essentielles, comme des obus d'artillerie, les Russes peuvent produire davantage que l'ensemble de l'Occident politique réuni. Évidemment, nous devons revoir l'importance accordée au seul produit intérieur brut. Mais selon vous, les États-Unis, l'OTAN, l'Europe, ou quelle que soit votre définition de l'Occident politique, que devraient faire différemment les dirigeants occidentaux ?

#Steve Jermy

Je pense que la première chose qu'ils devraient faire, c'est essayer de comprendre pourquoi tout a mal tourné. Et je pense que la réponse se trouve dans la structure même de l'analyse. Je pense que vous avez raison. Je pense que ce qui s'est passé en Occident, c'est que nous avons avancé en somnambules vers cette situation. Mais ce n'était pas entièrement du somnambulisme, parce que nous avançons ainsi, guidés par deux groupes de personnes. Le premier, c'étaient les économistes de l'École de Chicago. Et je repense souvent à la guerre des Malouines, où Thatcher a remporté une grande victoire. Et à la suite de cela, au Royaume-Uni, nous avons soudain assisté à une forte poussée des privatisations. L'idée générale, soutenue par les économistes de l'École de Chicago, était de tout laisser au marché. L'État s'est donc mis en retrait, et nous avons tout laissé au marché.

Et je pense que les autres acteurs qui ont été, bien sûr, très heureux de reprendre le flambeau, c'étaient le secteur financier, et en particulier Wall Street, la City de Londres, et d'autres intervenants, qui s'en réjouissaient beaucoup. Je pense aussi qu'aux États-Unis, certains estimaient sans doute que, au moins dans le cas de la Chine, la délocalisation vers la Chine avait du sens pour Wall Street.

Mais qu'elle aiderait aussi à démocratiser le pays et à intégrer la Chine au monde occidental. Mais, bien sûr, ce que nous faisons aussi, c'était permettre à Wall Street et à l'école économique de Chicago de délocaliser notre production militaire. Et, avec le recul, ce n'était probablement pas une bonne idée.

Et je pense qu'on s'est laissé séduire par l'idée générale, par la manière dont les économistes utilisent le PIB. Les gens ont considéré le PIB comme une mesure de puissance. Mais, sur le plan militaire, ce n'en est pas une, comme on le voit aujourd'hui. Quand on regarde plusieurs guerres du passé, toutes celles que je viens d'énumérer depuis le début du vingt-et-unième siècle, on le constate. Quant à ce que nous devrions faire, je pense qu'il est temps d'examiner très sérieusement, longuement et sans complaisance, à travers ce prisme et d'autres grilles d'analyse, ce que vaut réellement notre puissance militaire. Parce qu'en Europe, je pense que nous ne sommes guère autre chose que faibles. Nous sommes faibles en matière de production industrielle. Nous sommes faibles en matière de production énergétique, à part votre pays et, dans une moindre mesure, le mien. Nous ne produisons aucun hydrocarbure. Et quiconque pense qu'on peut mener une guerre avec des énergies renouvelables, eh bien, bienvenue au pays des fantasmes. C'est tout simplement une idée ridicule.

Et je vous parle en tant que quelqu'un qui a travaillé dans ce secteur. Donc, je pense que le dernier point — et il est tout aussi important —, c'est de comprendre pourquoi nous avons commis autant d'erreurs dans notre réflexion stratégique. Et j'en ai peur, une grande partie du problème tient au leadership. Nous avons des dirigeants, dans le domaine politique comme militaire, mais aussi parmi nos responsables de la défense et de la diplomatie, qui ne sont pas compétents. Pour évaluer la compétence en matière de stratégie, je me pose la question suivante : êtes-vous efficace pour mener une opération à bien ? Êtes-vous efficient ? Autrement dit, avez-vous atteint l'objectif de l'opération avec le niveau de ressources que vous y aviez consacré ? Et les résultats ont-ils été durables ? Si l'on regarde, par exemple, le fiasco afghan — et avec le recul, c'en était bien un —, l'Occident y est resté plus de vingt ans, et l'OTAN presque vingt ans. Et nous avons échoué sur tous ces critères.

Et au moment où nous sommes partis, les talibans se resserraient autour de Kaboul. Peu après, tout était terminé. La question, donc, c'est : comment en est-on arrivé là ? Une partie de la réponse tient à quelque chose de simple : l'incapacité à penser et à agir de manière stratégique. J'aime beaucoup citer le général André Beaufre, ce général français qui disait : « À la guerre, le perdant mérite de perdre, parce que sa défaite doit être la conséquence d'une mauvaise réflexion stratégique, avant ou pendant la campagne. » Le problème, c'est donc une question de compétence. Et je pense qu'il est important que les dirigeants occidentaux — et je ne parle pas seulement des responsables politiques — examinent leurs institutions pour comprendre pourquoi les choses ont mal tourné. Ensuite, ils doivent déterminer s'ils doivent réellement changer leurs systèmes, afin de pouvoir s'entourer de personnes véritablement compétentes pour les soutenir.

Et l'une des premières choses que je ferais, ce serait de reprendre tous les conseils que j'ai reçus, en particulier de la part des responsables militaires. L'armée est censée être à la pointe en matière de stratégie. Mais, d'après mon expérience, ils en savent plus que quiconque. Malheureusement, certains pensent qu'ils en savent plus que tout le monde, et on a donc tendance à les écouter. Enfin, combien de fois voit-on des gens comme Jack Keane, à la télévision américaine, expliquer à quel point il devrait être facile de vaincre l'Iran ? Non, de toute évidence, ce n'est pas le cas. Mais je pense que nous avons une catégorie de dirigeants militaires et, dans une moindre mesure, politiques, qui ne sont pas compétents. Et nous devons vraiment nous pencher en profondeur sur cette question, pour voir comment nous pouvons changer cette catégorie de dirigeants.

Ce ne sera pas facile, et cela prendra du temps. Nous avons aussi des structures de forces qui, probablement, ne sont plus adaptées à leur mission. Je pense qu'il faut vraiment examiner de près ces deux guerres : la guerre entre les États-Unis et l'Iran, et la guerre entre l'OTAN et la Russie. Car nous ne pouvons gagner aucune des deux. Nous sommes faibles sur l'ensemble des facteurs que j'ai pris en compte, et nous allons perdre. Je pense que nous aurions tout intérêt à nous retirer des deux, aussi vite et aussi humainement que possible. Ensuite, une fois cela derrière nous, il faudra mener des enquêtes approfondies pour comprendre pourquoi cela s'est produit. Malheureusement, en raison des événements dans ces deux guerres, nous allons probablement nous retrouver au cœur d'un choc énergétique, ou de ce que je prévois comme un choc énergétique qui va s'aggraver. Et cela entraînera, à son tour, un choc économique majeur.

Nous allons donc le faire à un moment qui n'est pas favorable. Mais ça ne change rien au fait que, si nous sommes seulement capables de le faire correctement, alors il faut agir. Et cette action doit commencer au sommet. Je pense qu'on commence justement à en voir un peu les signes en Grande-Bretagne, ce qui est intéressant. Ce que je perçois, c'est un Premier ministre qui ne soutient pas la guerre entre les États-Unis et l'Iran, qui ne soutient pas Israël. Il s'est même prononcé contre eux. Et j'ai le sentiment intuitif, même si rien de public ne vient encore l'étayer, qu'il ne croit pas vraiment non plus à la guerre de l'OTAN en Ukraine.

Et si je dis cela, c'est parce qu'il a récemment pris la parole au Parlement. Il a dit qu'il fallait être vraiment, vraiment prudent, pour veiller à ce que l'agenda intérieur ne soit pas subordonné à l'agenda militaire des opérations à l'étranger. Cela peut être, ou non, une forme de remise en question implicite de la guerre entre l'OTAN et l'Ukraine. Mais ça ne me surprendrait pas. On commence aussi à voir, enfin, ailleurs dans les médias grand public, des gens qui s'interrogent sur ces guerres. Le Spectator, un magazine politique très lu en Grande-Bretagne, qui paraît chaque semaine, a déclaré que l'Ukraine est en train de perdre la guerre. Et on voit aussi ce genre de choses émerger ailleurs dans la presse américaine. Donc, plus vite nous pourrions nous extraire de ces guerres et commencer à comprendre ce qui a mal tourné, mieux ce sera, Glenn.

#Glenn

Eh bien, je pense que c'est un bon point. Quand on perd une guerre, au moins, on peut réfléchir à ce qui a été mal fait, en tirer des leçons et se réajuster. Mais il semble qu'après chaque guerre, les sujets changent tout simplement. Par exemple, après la guerre en Afghanistan, la préoccupation semblait être : « Oh, cela pourrait faire éclater l'OTAN, parce que c'est une défaite tellement humiliante. » Alors, on l'a simplement ignorée, puis on est passé à autre chose. Et je pense que, lorsque nous serons vaincus en Iran ou dans la guerre contre la Russie, nous risquons de nous retrouver dans une situation similaire. Je veux dire, il serait dans notre propre intérêt, je pense, d'avoir une discussion approfondie. Pas seulement sur les guerres actuelles, mais aussi sur l'Afghanistan : qu'est-ce qui a mal tourné ? Et ce qui était vrai en Afghanistan l'est aussi dans les guerres actuelles : tous ces mensonges.

Les Afghanistan Papers ont montré qu'ils savaient que les choses n'allaient pas bien, et qu'ils l'ont dissimulé. Alors pourquoi ce besoin de défendre ou de protéger le récit contre la réalité ? Et, vous savez, c'est encore une fois quelque chose qui peut nous aider à réorienter notre réflexion stratégique. Parce que, comme le disait le titre d'un article que vous avez écrit récemment, tout le mythe de la domination militaire des États-Unis est en train de s'effondrer. Pour moi, c'est très important. Car après la guerre froide, comme nous le savons, les États-Unis ont mis en place une stratégie de sécurité, et donc aussi un ordre mondial, fondés essentiellement sur la domination globale, ou l'unipolarité. Dans cet ordre, aucun État, ni aucun groupe d'États, ne devait même pouvoir nourrir l'ambition réaliste de rivaliser avec la puissance militaire des États-Unis. Enfin, c'était notre stratégie.

C'était l'élément hégémonique. Mais pour y parvenir, il était aussi important que les États-Unis soient perçus comme puissants. Les autres États devaient s'assurer de ne pas se mettre en travers de leur chemin, ou au moins de ne pas les défier de manière significative. Mais je pense que ce besoin de projeter l'image d'une toute-puissance signifie aussi que toute faiblesse ne peut pas être... elle doit presque être dissimulée. Car l'image de cette immense puissance, sans défaut, à laquelle personne ne peut résister, devient elle-même si forte qu'on ne peut plus vraiment parler de nos propres faiblesses. Et si l'on ne parle pas des faiblesses, des problèmes, ils commencent simplement à s'envenimer, encore et encore.

Et je pense simplement que, vous savez, à mesure que les États-Unis échouent dans leur guerre par procuration contre la Russie, ou dans une guerre directe contre l'Iran, on voit maintenant que cette perception de domination s'est vraiment effondrée. Et, vous savez, les gens à Washington qui aspirent à restaurer la primauté mondiale, pour de très bonnes raisons, sont désormais très inquiets. Mais si vous ne vous attaquez pas à ce problème, vous ne faites qu'ériger un immense barrage. Et, à un moment donné, tout va s'effondrer. Mais selon vous, que devraient-ils faire ? Quelles réformes seraient nécessaires ? Peut-être que la question est trop simpliste. Parce que comment déplacer le problème au niveau de la réflexion stratégique ? Oui, c'est une bonne question. Une très bonne question.

#Steve Jermy

C'est une question personnelle pour moi, parce que j'ai écrit ce livre, « Strategy for Action », avec comme sous-titre : « Utiliser la force avec discernement au vingt-et-unième siècle ». Eh bien, mon Dieu, nous avons utilisé la force sans discernement au vingt-et-unième siècle. Mon Dieu. Mais je l'ai écrit parce que, lorsque j'ai commencé à examiner les problèmes en Irak et en Afghanistan, à l'époque où je l'écrivais, je travaillais d'abord au cabinet du chef d'état-major de la Défense. Puis, je me suis retrouvé en Afghanistan. Et ce qui m'a frappé en Afghanistan, au bout d'environ un mois, c'est que j'étais allé — malgré les conseils des Britanniques, qui me disaient d'aller au Helmand pour voir ce qui s'y passait. Je leur ai répondu : « Nous y avons quatre mille cinq cents soldats, donc j'imagine que nous savons probablement ce qui s'y passe. »

J'ai parcouru le reste de la campagne, et ce qui frappait, c'est qu'à la fois à Bagram, où se trouvait alors la quatre-vingt-deuxième division aéroportée, et à Hérat, dans l'ouest du pays, où il y avait un quartier général de brigade hispano-italien... J'ai parlé à ceux qu'on appelle, dans l'armée, les J-cinq, les planificateurs. Donc les G-cinq, les J-cinq. Ce n'est qu'un des numéros dans une sorte de répartition des fonctions au sein d'un quartier général de l'OTAN. Et là, je leur ai posé la même question. J'ai dit : « Quelle stratégie utilisez-vous ? » Et ce sont tous de jeunes commandants vraiment brillants, Glenn. Ils sont choisis comme planificateurs parce qu'il faut les plus brillants et les meilleurs à ces postes. Et...

#Glenn

Ils ont tous baissé les yeux vers leurs pieds.

#Steve Jermy

J'étais en quelque sorte un officier à une étoile. Ils baissaient tous les yeux et disaient : « Allez, dites-moi. » Et c'était pareil des deux côtés. Pareil : il n'y en a pas. On improvise au fur et à mesure. On ne sait pas quelle est la stratégie, alors on fait simplement de notre mieux avec les moyens qu'on a. Et je sais que c'était encore le cas en deux mille douze, je crois, parce que Danny Davis et moi en avons parlé. Il m'a dit que c'était exactement pareil quand il était là-bas, en deux mille douze. Donc, c'est là-dessus qu'on aurait dû se pencher. Enfin, j'en ai parlé devant des commissions spéciales de la Chambre des communes britannique, en Grande-Bretagne : cette incapacité à penser de manière stratégique.

Je pense que le problème, à l'époque, c'était qu'il n'y avait que deux guerres en cours. Donc la base de données était un peu limitée. Aujourd'hui, elle est accablante. Mais il faut une prise de conscience générale. Et j'espère simplement que cette prise de conscience finira par se produire. C'est dommage que ça ne puisse pas arriver plus vite. Mais je pense qu'elle viendra quand l'ampleur totale de la défaite deviendra évidente. Je pense que, lorsque l'ampleur totale de la défaite en Iran

apparaîtra clairement aux Américains... c'est déjà clair pour beaucoup d'entre eux. Mais il sera très, très difficile de dissimuler ça. Enfin, c'est amusant, non ? Ironique, devrais-je dire, que le président affirme qu'ils ont détruit l'armée de l'air et la marine iraniennes.

Et alors ? Parce que si votre armée de l'air et votre marine sont chassées du Golfe, comme l'a été l'armée de l'air américaine, en subissant des pertes importantes au sol, et que votre marine est attaquée et repoussée hors du golfe d'Oman, alors, et alors ? Peu importe si les États-Unis ne peuvent pas maintenir leur supériorité aérienne ni le contrôle des mers. Je pense qu'en Europe, j'aimerais croire que ces défaites nous amèneront à nous interroger sur deux choses. J'espère qu'à mesure que l'ampleur totale des pertes dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine deviendra claire, en particulier du côté ukrainien — des pertes qui, nous en sommes presque certains, sont très largement sous-déclarées en Occident...

Mais à mesure que ces pertes humaines deviennent plus claires, j'espère vraiment que les personnes en Occident qui ont été responsables, celles qui ont encouragé à poursuivre la guerre, à un moment où nous, dans les médias indépendants, disions qu'il fallait réfléchir autrement à cette situation, auront le courage de faire leur propre examen de conscience. Et de se demander si elles ne se sont pas trompées. Parce que c'est ce type de remise en question dont nous aurons besoin. Mais, en réalité, si nous parvenons à nous sortir de ces deux guerres, ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'un retour aux fondamentaux. Un retour très, très important aux fondamentaux. Il faut revenir à ce à quoi servent les forces armées. Car le danger, c'est qu'en fait, les gens considèrent les forces armées — ou les ont considérées — comme des outils que l'on pouvait utiliser à l'étranger pour intervenir.

Et combien de fois avons-nous entendu ça, vous savez, « intervention humanitaire » ? Combien de fois a-t-on entendu cet argument pour justifier une action à l'étranger, qui, rarement, voire jamais, a fonctionné ? Mais en réalité, elles sont faites pour la défense, pas pour l'offensive. Je pense que nous, Européens aussi, nous devrions remettre en question deux piliers fondamentaux de la sécurité européenne. Le premier, ce sont les États-Unis. Et ce que nous avons vu en Europe, c'est à quel point il est essentiel que les États-Unis soient engagés en Europe. Je ne sais pas pourquoi nous considérons encore cela comme un pilier, parce que, dans les priorités de sécurité nationale des Américains, nous arrivons en cinquième position. La première, c'est le territoire continental des États-Unis. Ensuite, il y a l'hémisphère occidental.

Donc, de manière générale, les Amériques sont au deuxième rang. La Chine est troisième. Le Golfe est quatrième. Et l'Europe est tout en bas. De toute façon, ils veulent que l'Europe organise sa propre défense. Et je pense que nous devrions le faire. Je ne vois pas pourquoi nous n'en serions pas capables. Le deuxième point, le deuxième grand pilier de la sécurité, c'est l'OTAN. Mais je crains que la plaisanterie qu'on utilisait pour décrire l'OTAN, quand j'étais dans la Force navale permanente de l'OTAN en Méditerranée, soit tout à fait juste. OTAN voulait dire : « aucune capacité à s'organiser

». C'est absolument vrai. Nous avons vu l'OTAN intervenir, même si, en réalité, c'était une intervention américaine au Kosovo, à laquelle j'ai participé. À l'époque, je n'ai pas vu ce qui se passait, et j'en ai honte.

Mais cette intervention s'est faite avec une légitimité très contestable. Et, en réalité, elle n'avait aucune base légale, puisqu'elle ne s'appuyait sur aucune résolution du Conseil de sécurité. Sa légitimité était donc très contestable. Ensuite, bien sûr, il y a eu la guerre en Afghanistan, et l'OTAN a échoué sur ce point. Je pense aussi que c'est une évidence, mais qu'il faut le dire : le rôle de l'OTAN était d'empêcher la guerre en Europe. Or, il y a eu une guerre en Europe. Donc l'OTAN a échoué. Et enfin, ce qui n'est pas le moins important, l'OTAN est aujourd'hui incapable d'aider les Ukrainiens à gagner la guerre en Europe. Comme je l'ai déjà dit, l'OTAN existe pour faire face à une menace créée par sa propre existence, mais elle n'a pas la capacité d'affronter la menace que son existence a elle-même créée.

Et je pense qu'il est temps de revenir vraiment aux fondamentaux de la sécurité européenne. Et un bon point de départ serait d'écouter la Russie. La Russie parle, et parle sans ambiguïté depuis des années, de sécurité commune, d'une maison européenne commune, de la nécessité d'une approche intégrée de la sécurité. Elle a toujours considéré que la fin ultime de cette guerre exigerait la mise en place, en Europe, de mécanismes capables d'empêcher de futures guerres de ce type. Et si, il y a quelque temps, j'ai donné à mon article le titre « L'esprit de Westphalie », plutôt que « Le mythe brisé de la primauté américaine », qui m'a vraiment conduit à me concentrer sur l'équilibre des puissances, c'est parce qu'il me semblait, là encore, que les Européens l'avaient déjà fait par le passé et qu'ils pourraient le refaire à l'avenir.

La paix de Westphalie a mis fin à la guerre de Trente Ans et à la guerre de Quatre-Vingts Ans. Et vous en savez bien davantage que moi sur le sujet, Glenn, en tant que véritable érudit et universitaire. Mais les Européens y sont parvenus à l'époque, dans des circonstances très difficiles. Et je pense que nous pourrions le refaire demain. J'espère simplement que ce qui nous amènera à nous pencher sur cette question, ce sera l'aggravation de la crise énergétique, qui entraînera une aggravation de la crise économique. Cela mettra cruellement en évidence le manque d'argent en Europe pour pouvoir continuer à financer la guerre en Ukraine. Et je pense que, lorsque cela arrivera, il y aura beaucoup d'introspection.

Je veux dire, comment les Européens vont-ils vivre les coupes dans les budgets de la santé, de la sécurité sociale, de la culture, de l'éducation, ou encore des investissements dans les infrastructures énergétiques, qui sont essentielles à toute société industrielle moderne ? Alors, espérons que les choses se passent ainsi. C'est effectivement ma prévision quant à l'issue probable de la guerre entre la Russie et l'Ukraine : ce sera le choc subi par l'économie européenne qui finira par contraindre les Européens à venir à la table des négociations. Mais j'espère que, tout en y étant contraints, ils commenceront vraiment à réfléchir à tout ce qui a mal tourné dans ces échecs du vingt-et-unième siècle.

#Glenn

Eh bien, ce que vous suggérez, c'est d'écouter les Russes. Vous savez, c'est étrange que ce soit devenu une idée révolutionnaire, ou quelque chose de controversé. Parce que, comme vous le dites, cela fait plus de trente ans qu'ils répètent exactement la même chose. C'est-à-dire qu'il nous faut une architecture de sécurité paneuropéenne. On ne peut pas simplement étendre les blocs de l'OTAN, une alliance militaire héritée de la guerre froide, et faire revivre cette logique de guerre froide. Et, bien sûr, cela va nous préoccuper. Et d'une certaine manière, je pense que, pour l'OTAN, la menace que représente le simple fait de reconnaître cet argument, c'est d'admettre que nos adversaires ont des préoccupations légitimes en matière de sécurité.

Je viens donc de voir le chancelier allemand, Merz, prononcer ce discours dans lequel il disait : « Oh, bien sûr que ce n'est pas l'OTAN. Ce qui les inquiète, ce n'est pas l'OTAN, c'est la démocratie. » Je veux dire, après trente-cinq ans de tout ça, c'est encore ce qu'ils disent. Mais je le comprends, parce que le projet hégémonique doit être présenté comme quelque chose de bien : comme une hégémonie bienveillante, une force du bien, comme le dirait l'OTAN. Donc, tout repose sur les valeurs. Si vous n'aimez pas que notre infrastructure militaire se rapproche de votre frontière, ni notre interventionnisme, alors vous n'aimez pas nos valeurs. C'est essentiellement ça.

Mais cela s'est aussi étendu à l'Iran. Je me souviens que, lorsque les forces américaines ont commencé à intervenir en février, j'expliquais publiquement que, selon moi, ça n'allait pas marcher. Parce que, si vous regardez les intentions de l'Iran, c'est une menace existentielle. Ils se battront jusqu'au bout. Et ils en ont les capacités : ils peuvent frapper toutes les bases, fermer le détroit d'Ormuz. Mais on n'en parle pas. À la place, si vous avancez cet argument, on vous répond : « Ah, donc vous êtes un défenseur des ayatollahs. Vous ne vous souciez pas de la liberté. Et les petites filles, alors ? » Vous voyez, ce genre de choses. Donc, si vous êtes incapable de voir le monde de leur point de vue, vous ne pouvez pas reconnaître leurs intérêts de sécurité. Vous ne pouvez pas reconnaître leur force, parce que tout le monde doit être faible et sans espoir.

Je veux dire, il n'y a aucune raison pour que reconnaître que l'adversaire est en train de gagner soit considéré comme pro-iranien. Mais c'est défini comme ça, et donc, en réalité, on ne peut rien dire. Et c'est pareil avec les Russes. J'ai remarqué que, vous savez, si vous dites que les Russes sont en train de gagner, c'est considéré comme un argument pro-Kremlin. Mais pourquoi ? Pourquoi ne peut-on pas reconnaître que l'adversaire, objectivement, est en train de gagner ? Ou reconnaître le nombre de victimes ? Pourquoi devons-nous tous mentir à ce sujet ? Si vous affirmez que les Russes subissent beaucoup moins de pertes, c'est aussi considéré comme pro-russe, donc vous ne pouvez pas le dire. Si vous dites : « En fait, les Russes ont été provoqués. Ils perçoivent cela comme une menace pour leur sécurité », c'est vu comme pro-russe, parce qu'on considère que vous légitimez ce qu'ils font.

Je me dis simplement que, s'il faut faire comme s'ils étaient en train de perdre, si la seule chose acceptable est de prétendre qu'ils n'ont aucune motivation légitime, que tout relève de l'

opportunisme militaire, alors comment peut-on analyser quoi que ce soit ? Je veux dire, la réflexion stratégique part complètement à la poubelle. Mais je voudrais revenir au point Mackinder, parce que c'est l'un de vos sujets, Alfred Mackinder. Je veux dire, c'est plus ou moins lui qui a inventé la pensée géopolitique moderne, je dirais. Et bien sûr, une grande partie de sa réflexion s'organisait autour de la puissance maritime. Dans votre article, vous soulignez que les États-Unis ont perdu certains de leurs avantages, disons, géographiques. Que leur puissance maritime elle-même n'a plus la même signification qu'autrefois. Et cela touche en quelque sorte au cœur de l'argument de Mackinder. Je me demandais si vous pouviez nous expliquer l'idée de Mackinder, mais aussi la manière dont elle s'applique à ce qui, selon vous, est en train de changer actuellement.

#Steve Jermy

Eh bien, je pense que ce qui rend la situation intéressante, c'est le monde tripolaire. Et je l'ai souvent dit : nous vivons désormais dans un monde tripolaire. C'est-à-dire qu'il y a trois grandes puissances : les États-Unis. Et malgré ce que j'ai dit sur l'équilibre des puissances, cela ne veut pas dire que les États-Unis ne restent pas une puissance militaire extrêmement forte. Ils le sont. C'est une puissance militaire extrêmement forte. Ensuite, bien sûr, il y a la Chine et la Russie. Et ceux qui ont tendance à regarder la Russie de haut ne comprennent tout simplement pas l'analyse militaire, ou semblent incapables de la faire. Vous savez, l'armée russe approche le million et demi d'hommes. Et c'est probablement l'armée la plus aguerrie au combat au monde.

Ils regardent les avancées, et ils en déduisent que, puisque l'armée russe ne progresse pas à la vitesse à laquelle eux-mêmes, installés dans leur fauteuil, auraient avancé, elle doit forcément être incompetente. Et là encore, on retrouve les contradictions du débat occidental : si elle est incompetente, pourquoi est-ce qu'elle nous inquiète autant ? Mais enfin, je crois que la question, c'est que... et je n'ai pas vraiment tiré ça au clair. Ce sont justement ce genre de conversations qui aident. Mais la question, je crois, c'est que Mackinder a dit... Je vais sans doute mal citer, donc corrigez-moi si je me trompe. Il a dit : « Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle l'Eurasie. Qui contrôle l'Eurasie contrôle l'Île-Monde, je crois. Et qui contrôle l'Île-Monde contrôle le monde. »

Je pense donc que ce qu'il voulait plus ou moins dire, ou du moins ce que j'en déduis, c'est qu'à l'heure actuelle, les deux pays décisifs de l'Île mondiale — c'est ainsi qu'il concevait l'Europe, l'Asie et l'Afrique — sont la Chine et la Russie. Et chacun l'est à sa manière. On considère souvent que la Russie est le partenaire subalterne dans cette relation. Ce n'est pas mon avis. Pourquoi ? Parce que la Chine importe beaucoup d'hydrocarbures et qu'elle a besoin des hydrocarbures russes. En outre, la Russie n'a peut-être pas une population aussi importante que celle de la Chine, mais elle a mené une guerre contre l'OTAN — une guerre par procuration, bien sûr — et elle l'a remportée.

Ce sont donc deux nations très, très puissantes. Mais je pense que le problème, ici, c'est que si vous essayez encore de maintenir l'hégémonie américaine, alors vous êtes en grande difficulté. Parce que je ne vois pas comment cela pourrait encore être possible. Je ne vois pas comment l'Europe pourrait être défendue par les États-Unis. Je l'ai déjà dit, il y a des années, en parlant en quelque sorte de la

faiblesse de l'OTAN et de notre incapacité réelle à protéger nos mers, ne serait-ce que pour permettre l'acheminement des forces américaines vers l'Europe, si les Américains avaient la volonté politique de le faire — ce qu'ils n'ont pas. Mais il en va de même pour des endroits comme Taïwan, la Corée du Sud et le Japon.

Dans toutes ces nations qui ont fait partie de l'Occident politique, mais qui se trouvent désormais à la périphérie — et je ne parle pas d'une périphérie politique, mais d'une périphérie géographique de l'Île mondiale —, nous allons devoir réfléchir très profondément à leur situation. Votre pays, mon pays, la Norvège et la Grande-Bretagne, nous sommes tous deux à cette périphérie. Tout dépendra de la manière dont nous envisageons nos futurs enjeux de sécurité. Je pense qu'une bonne façon de procéder serait, en fait, de revenir à l'OSCE. Mais je crois qu'il reste beaucoup à penser, en revenant aux travaux de Mackinder. J'ai son livre. Je l'ai ici. C'est un tout petit livre. Et je le relis, simplement pour examiner les implications de ce que j'ai dit, au regard de la manière dont Mackinder pensait et écrivait.

Je crois qu'il a surtout écrit autour du tournant du siècle dernier. Je crois qu'il est mort peu après la Première Guerre mondiale. Mais il y a beaucoup de choses vraiment intéressantes là-dedans. Bien sûr, une partie a vieilli. Mais l'autre personne intéressante ici, c'est Julian Corbett, le stratège maritime, le meilleur des deux stratèges maritimes. Je crois qu'il a écrit « Quelques principes de stratégie maritime ». Mais ce que disait Julian Corbett — et je le cite dans l'article « Le mythe brisé de la primauté militaire américaine » —, c'est que l'essentiel, pour votre marine, ce n'est pas ce qu'elle vous permet de faire. C'est ce qu'elle permet à votre armée de faire. Parce que les gens ne vivent pas en mer, et ils ne vivent pas dans les airs.

Il reste toutefois une question ouverte, bien sûr, celle du commerce. À l'heure actuelle, nous dépendons encore de manière cruciale de la mer pour une grande partie de nos échanges. Quarante-vingt-quinze pour cent des marchandises lourdes sont transportées par voie maritime. C'est simplement une question de physique. Mais cela pourrait changer, vous savez, avec les réseaux ferroviaires qui se développent, et avec la manière dont les Chinois procèdent. D'autant plus que la Chine devient une grande puissance maritime. Ce basculement, à mon avis, est profond. Bien sûr, maintenant que la Chine est devenue l'usine du monde, la construction navale en est un bon exemple. Si je ne me trompe pas — je ne sais plus si c'est soixante-dix ou quatre-vingts pour cent — la Chine construit en réalité entre soixante-dix et quatre-vingts pour cent des navires marchands du monde. C'est un chiffre absolument stupéfiant.

Et l'idée que nous, en Occident, allons reprendre le contrôle de cette situation de sitôt relève du fantasme. Je pense donc que l'autre enjeu consiste à déterminer comment les nations qui appartiennent à l'Occident politique, mais qui vivent à la périphérie géographique de l'Île mondiale, peuvent réellement dialoguer avec les deux puissances dominantes de cette Île mondiale. Et je pense que c'est le moment d'un engagement moins fondé sur les valeurs, davantage sur le

commerce et sur le pragmatisme. Il se peut que nous n'aimions pas certaines choses qui se passent en Chine. Il se peut que nous n'aimions pas certaines choses qui se passent en Russie. Cela dépendra de votre système de valeurs et de votre manière de voir les choses.

Mais en réalité, je peux penser à d'autres pays que nous avons jusqu'ici considérés comme des alliés, notamment dans le Golfe, qui sont bien plus autocratiques que ces deux puissances, et qui font, dans le cadre de leurs systèmes juridiques, des choses dont nous nous plaindrions si elles étaient le fait d'un adversaire. Mais parce qu'il s'agit du gouvernement d'un État du Golfe, que nous considérons comme faisant partie de nos alliés, nous sommes prêts à garder le silence là-dessus. On voit cela aussi en Ukraine. Certaines choses qui s'y passent, la corruption, mais aussi la manière dont la brigade Azov et certaines personnes ont agi, là encore, sont très, très soigneusement passées sous silence. De même, l'enrôlement forcé d'Ukrainiens est passé sous silence.

Je pense que, en partie, je me suis un peu écarté de Mackinder, mais j'y reviendrai plus tard. En partie, tout cela a beaucoup à voir avec la culture, avec la manière dont, dans la politique occidentale, le récit et la communication politique comptent tant. Mais non, je pense qu'il se produit ici des changements profonds. Et je pense que leurs conséquences, en matière de relations internationales, entre l'Occident politique — les nations situées à la périphérie de l'Île-Monde — et les puissances dominantes de cette Île-Monde, sont un sujet auquel nous devrions réfléchir longuement et sérieusement. Nous devons l'envisager du point de vue de la sécurité nationale et de la sécurité économique, et pas seulement sous l'angle militaire, comme nous l'avons fait par le passé.

Au fond, nous sommes désormais dans une situation où nous sommes beaucoup plus faibles, et nous devons vraiment le comprendre. Et je pense que le reconnaître pourrait peut-être commencer à faire évoluer le débat politique dans l'Occident périphérique, vers un débat bien plus réaliste et pragmatique, plutôt que fondé sur des valeurs. Je pense aussi que la dernière partie, ce serait peut-être une forme d'introspection dans l'ensemble de l'Occident politique. Parce que j' imagine — et vous le savez peut-être mieux que moi, Glenn — que le reste du monde comprend cela. Ils ne le crient peut-être pas sur tous les toits, mais le reste du monde va le comprendre. Le reste du monde va observer ce qui s'est passé en Russie et en Ukraine.

Ils vont observer ce qui s'est passé entre les États-Unis et l'Iran. Et, en général, ils comprendront ce qui se passe d'une manière qui nous est inaccessible. La raison, c'est que nous sommes prisonniers d'un récit politique entièrement centré sur nos valeurs. Et si vous ne prenez pas notre parti, alors, évidemment, vous faites partie des barbares aux portes de l'Occident politique. Mais non. Il y a beaucoup de réflexion inspirée par Mackinder à mener ici. Glenn, vous le faites probablement encore mieux que moi, j'en suis sûr. Mais je ne cesse pas d'y réfléchir. Je pense simplement que cet article vient juste de me mettre sur la voie pour comprendre ce qui se passe en matière de relations internationales, parce que nous entrons dans une nouvelle ère.

#Glenn

Eh bien, si votre objectif, comme vous le dites, était de raviver une partie de la réflexion stratégique, la première étape serait, je suppose, de reconnaître à quel point les idées de Mackinder ont influencé les politiques. Je veux dire, je crois que la stratégie de sécurité nationale des États-Unis de mille neuf cent quatre-vingt-huit y fait référence. Elle évoque, comme vous l'avez dit, le cœur de l'Eurasie, qui était le concept de Mackinder. Cette stratégie de sécurité reconnaît que c'était l'une des raisons pour lesquelles les États-Unis ont mené la guerre froide. C'est aussi pour cela qu'ils sont entrés dans la Seconde Guerre mondiale. Donc, suggérer que cela ne concerne que les universitaires, je pense que c'est une grosse erreur. Mais les États-Unis et les Britanniques étaient alors dans une position unique.

C'est-à-dire que les Britanniques étaient considérés, tout au long du dix-neuvième siècle, comme les gardiens de l'équilibre des puissances, en tant qu'État maritime au large des côtes de l'Europe continentale. Les Américains ont repris ce rôle. Mais là encore, toute l'idée était qu'ils étaient les gardiens de l'équilibre des puissances. Car l'essentiel, c'était d'empêcher qu'une puissance hégémonique, ou une alliance, n'émerge en Europe ou en Eurasie et ne bouleverse cet équilibre. Cela lui permettrait alors de menacer la Grande-Bretagne, puis plus tard les États-Unis. Là encore, j'ai toujours soupçonné qu'une grande partie de la pensée de Mackinder avait peut-être déjà émergé du système continental de Napoléon, lorsque tous les Européens se sont unis. L'idée était alors d'exclure les Britanniques, ce qui aurait, en substance, affaibli la Grande-Bretagne.

Il s'agissait donc des puissances terrestres qui s'unissaient contre la puissance maritime. Et je pense aussi que, pendant la guerre contre... enfin, les guerres napoléoniennes, on a vu, pendant un bref moment, les Russes changer quelque peu de camp. Ils ont commencé à envoyer cette armée cosaque vers l'Inde britannique. Cela a alors été perçu comme la puissance terrestre qui s'étendait vers la périphérie et qui remettait en cause les avantages de la domination maritime. Oui. Donc, je pense que c'est pour cette raison que cette stratégie globale, consistant à maintenir les Allemands et les Russes en opposition les uns aux autres, ou à séparer les Soviétiques des Chinois, comme Kissinger le voulait, tout cela s'inscrit dans cette logique.

Mais c'est aussi pour cela que les Américains et les Britanniques jouaient le rôle d'équilibristes au large. Autrement dit, quand de grandes guerres éclatent, restez-en dehors, renforcez-vous, entrez dans la guerre vers la fin, quand tout le monde est épuisé. Et l'objectif doit être de rétablir un équilibre des puissances, pour qu'il n'y ait pas un État dominant. Encore une fois, je pense que nous devons reconnaître ce que nous avons réellement fait dans les années quatre-vingt-dix, parce que cela rompait complètement avec cette logique. L'OTAN était une tentative d'hégémonie. Cela pouvait avoir du sens dans les années quatre-vingt-dix. Mais quand cette hégémonie disparaît, qu'est-ce qu'on fait ? Les États-Unis se retrouvent alors en Europe, avec les Européens, porteurs de très grandes ambitions qui ne peuvent pas être satisfaites.

Ils vont s'épuiser. C'était l'un des avantages de l'équilibrage au large : vous pouvez rester à distance et renforcer votre puissance. Et puis, toutes les autres puissances rivales en Eurasie, au lieu de s'équilibrer les unes les autres, vont commencer à s'équilibrer face au pays qui nourrit des ambitions hégémoniques. Donc, pour moi, ça n'a absolument aucun sens. Ça me rappelle Hillary Clinton, en

deux mille douze, qui disait : « Oh, il faut affaiblir l'Union économique eurasiatique dirigée par les Russes en Asie centrale. » Mais pourquoi faire ça ? Cela créerait un équilibre des puissances en Eurasie. Maintenant, ils se rapprochent davantage de la Chine. Est-ce une bonne chose ? Je veux dire, si vous séparez les Européens des Russes, les Russes deviennent beaucoup plus dépendants de la Chine. Si vous demandez aux Indiens de couper leurs liens avec l'Iran, alors l'Iran se rapproche davantage de la Chine.

Je veux dire, rien de tout ça n'a le moindre sens. Je pense qu'en en faisant moins, un équilibre naturel s'imposerait. Et les grandes puissances pourraient empêcher l'émergence de tout autre hégémon, la Chine étant la principale à avoir potentiellement les moyens de le devenir. Au lieu de ça, cette approche hégémonique de l'OTAN et des États-Unis semble simplement alimenter ce qu'on veut éviter à tout prix : l'émergence d'un hégémon chinois. Pour moi, c'est stupéfiant, mais il n'y a pas de véritable débat. Alors, juste une dernière brève question : qu'est-ce que vous feriez différemment ? Parce que... je veux dire, peut-être que je me trompe sur toute la ligne, mais le fait qu'on ne puisse même pas discuter de ces sujets sans être considéré comme quelqu'un qui cherche à saper, vous savez, l'hégémon bienveillant de l'Occident... c'est, oui, c'est très... quel est le mot que je cherche ?

#Steve Jermy

C'est très restrictif. Oui, c'est terrible. C'est terrible parce qu'en réalité, nous n'agissons pas dans notre propre intérêt. Vous savez, j'aime à penser que les Européens pourraient faire quelque chose, ici. Parce que la première chose à faire, c'est de reconnaître que le rapport de force a changé. Il n'est pas en train de changer, il a changé. Donc, l'Amérique n'est plus la force militaire dominante. Et nous en sommes bien conscients. Il y a aussi une autre réalité : ce que les gens essayaient d'empêcher s'est produit. C'est arrivé parce que, d'un côté, nous avons fait preuve de tellement d'irréflexion dans notre réflexion stratégique, dans notre manière de penser la stratégie. Mais aussi parce que nous avons été tout aussi irréfléchis dans notre pensée économique. Pour ces deux raisons, nous nous retrouvons aujourd'hui dans une situation où les Russes et les Chinois exercent une hégémonie très forte et unifiée sur l'île-monde.

Et donc, vous savez, c'est une réalité existentielle qui ne risque pas de changer avant au moins une décennie, je pense. Notamment parce que, tandis que les Américains essaient de retrouver leur puissance militaire, les Chinois se contentent de couper l'accès aux terres rares et à d'autres ressources de ce genre, qui sont essentielles au maintien de cette puissance. Donc, vous savez, cela a changé. Et je pense que la question, aujourd'hui, au milieu de toutes nos réflexions, est d'établir des relations de travail solides entre les Européens, d'un côté, et les Russes et les Chinois, de l'autre. Je suis certain que nous ne voulons pas mettre fin à notre relation avec les États-Unis. Ce sont des relations familiales, qui remontent à des siècles. Mais, tout autant, l'équilibre des forces s'est déplacé.

Et donc, la première chose à faire, je pense, c'est de le reconnaître. C'est ce que montre l'article, à mon avis : le reconnaître, puis nous poser la question suivante : qu'est-ce que cela signifie ? Cela

signifie que certaines des façons fondamentales dont nous concevions la sécurité à l'époque de l'après-guerre froide ne sont plus sûres. Vous savez, deux des piliers de la sécurité européenne, c'étaient l'OTAN et les États-Unis. Et je pense que je ne fonderais pas une future stratégie européenne de sécurité sur ces deux piliers. Je la fonderais sur l'ensemble de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, pour assurer ma sécurité. Et ensuite, je commencerais à réfléchir à mes relations commerciales, et à la manière de les améliorer avec ces deux grandes puissances.

Parce que nous, en Europe, si nous ne définissons pas à quoi cette relation pourrait ressembler, je pense que nous allons simplement aggraver les choses et consacrer de plus en plus de capital — humain et économique — à une entreprise vouée à l'échec. Et cela finira par nous affaiblir encore davantage que nous ne le sommes déjà. Qu'est-ce que vous disiez, déjà ? Vous disiez : « Les forts font ce qu'ils veulent ; les faibles subissent ce qu'ils doivent subir. » Nous ne sommes pas forcément obligés de subir. Mais je pense que nous devons accepter que l'Europe, en particulier, et les États-Unis aussi, ne sont plus les régions fortes du monde. Et, en réalité, nous entrons dans un monde bien plus multipolaire — enfin, ce n'est pas le bon mot — mais dans un monde où une nouvelle dynamique va émerger, conséquence du basculement de l'équilibre des puissances. Eh bien.

#Glenn

C'est toujours un grand privilège. Merci d'avoir pris le temps. Encore une fois, j'ai mis un lien vers votre article dans la description, alors pensez à le lire.

#Steve Jermy

Oui, non, formidable, Glenn. J'ai hâte. Avec un peu de chance, on pourra peut-être se revoir en personne en novembre. Mais j'espère qu'on se parlera avant.

#Steve Jermy

Merci, Glenn.